

ASSEMBLEE GENERALE

ONZIEME SESSION

Documents officiels



TROISIEME COMMISSION, 737e

SEANCE

Mardi 22 janvier 1957,
à 15 h. 15

New-York

SOMMAIRE

Page

Point 31 de l'ordre du jour:

Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de
l'homme (*suite*)Article 10 du projet de pacte relatif aux droits écono-
miques, sociaux et culturels (*suite*)..... 291

Président: M. Hermod LANNUNG (Danemark).

POINT 31 DE L'ORDRE DU JOUR

Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (E/2573 [annexes I, II et III], A/2907 et Add.1 et 2, A/2910 et Add.1 à 6, A/2929, A/3077, A/C.3/L.460, A/3149, A/C.3/L.528, A/C.3/L.532, A/C.3/L.570 à 577) [suite]

ARTICLE 10 DU PROJET DE PACTE RELATIF AUX DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS (E/2573 [ANNEXE I, A], A/C.3/L.570) [suite]

1. Mme ROSSEL (Suède) ne peut accepter le sous-amendement chilien (A/C.3/L.573) à l'amendement de la Suède (A/C.3/L.571) au texte élaboré par le Groupe de travail pour l'article 10 (A/C.3/L.570, par. 4), parce que ce sous-amendement ramènerait la Commission à son point de départ. A son avis, et c'est là, semble-t-il, un point de vue que partagent un certain nombre de délégations, il faudrait accorder à la famille une protection générale et aux mères une protection spéciale dont les intéressées ne bénéficieraient que pendant une période de temps limitée avant et après la naissance de leurs enfants.

2. Répondant à une question du représentant du Royaume-Uni (736ème séance), Mme Rössel explique que, lorsque le Groupe de travail a employé le mot "éducation", il ne songeait nullement à l'enseignement scolaire mais à la formation que l'enfant acquiert au sein de sa famille.

3. Selon M. THIERRY (France), la confusion qui semble régner dans l'esprit de nombreux représentants quant à la valeur et à la portée de l'article 10 du projet de pacte vient de ce que l'on a cherché à exprimer un trop grand nombre d'idées dans un même article. C'est ainsi qu'il eût été préférable de distinguer nettement l'une de l'autre les notions de protection et d'assistance. Il faut entendre par protection la réglementation qui définit les droits et les obligations d'une entité ou d'un groupe. La protection de la famille, de la mère et de l'enfant apparaît dans l'ensemble des lois civiles et sociales qui forment le statut juridique de la famille. En revanche, la notion d'assistance vise les prestations matérielles, les allocations, en nature ou en espèces distribuées en principe par la sécurité sociale ou par des organismes d'assistance. La confusion vient aussi de ce qu'il est fait mention dans l'article 10 à la fois

de droits économiques et sociaux et de principes qui normalement n'ont leur place que dans le pacte relatif aux droits civils et politiques.

4. M. Thierry remarque que, dans le texte du Groupe de travail (A/C.3/L.570, par. 4), le mot "assistance" figure aux paragraphes 1 et 3, alors qu'il ne figure pas au paragraphe 2, où il s'agit précisément d'allocations de sécurité sociale. Il voudrait savoir si cette omission est volontaire. Il regrette que l'article 10 soit composé d'éléments très disparates. Il y relève une affirmation philosophique, une disposition de droit civil, une disposition relative aux prestations de sécurité sociale dans le cas particulier de la naissance, des dispositions qui ressortissent au droit du travail, telle celle qui concerne le travail des enfants, enfin des principes généraux relatifs à l'assistance.

5. La délégation française croit qu'il y aurait intérêt à simplifier et à alléger l'article. En ce qui concerne le paragraphe 1, elle va plus loin encore que la délégation britannique et préférerait que la première phrase se termine après le mot "famille". L'affirmation qui suit est inutile dans un texte législatif. Quant à la seconde phrase du paragraphe, M. Thierry a déjà eu l'occasion d'indiquer qu'elle n'avait pas sa place dans le pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Il demandera un vote par division jusqu'au mot "famille" inclus.

6. Pour ce qui est du paragraphe 2, la délégation française appuie sans réserve l'amendement suédois (A/C.3/L.571) qui, en écartant la notion vague de protection à long terme pour s'en tenir au seul problème technique de l'allocation prénatale et postnatale, procède d'une juste conception du rôle de la femme, laquelle revendique moins une protection condescendante que des droits égaux à ceux de l'homme.

7. M. Thierry appuie l'amendement du Royaume-Uni (A/C.3/L.574) tendant à remplacer, au paragraphe 3, le mot "mineurs" par les mots "enfants et adolescents"; c'est en effet pendant la période de scolarité que le travail des enfants doit être prohibé. Il n'a aucune critique de principe à formuler contre l'amendement roumain (A/C.3/L.575) et accueillera favorablement l'amendement bulgare (A/C.3/L.572); il lui semble toutefois qu'une formule plus souple telle que "l'Etat assurera l'éducation des orphelins..." serait préférable et que l'amendement bulgare serait plus à sa place au paragraphe 3 qu'au paragraphe 1. La délégation française votera également en faveur de l'amendement danois (A/C.3/L.576), qui répond à des objections justifiées quant à la distinction entre le congé de maternité et le congé payé de droit commun. Elle ne pourra pas appuyer l'amendement soviétique (A/C.3/L.577), pour les raisons qu'elle a déjà exposées (729ème séance) à propos d'un amendement analogue à l'article 9.

8. M. Thierry a en outre trois observations à formuler concernant le texte français de l'article. Au paragraphe 1, il conviendrait de dire "L'assistance et la protection la plus large doivent être accordées" et il faudrait,

d'autre part, remplacer le mot "création" par le mot "formation". Enfin, au paragraphe 3, les mots "punissable par la loi", qui ne sont pas d'un usage courant dans la langue juridique française, devraient être remplacés par les mots "sanctionné par la loi".

9. Mme GARDINER (Libéria) appuie entièrement le paragraphe 1 du texte mis au point par le Groupe de travail (A/C.3/L.570, par. 4). Pour ce qui est du paragraphe 2, elle approuve sans réserve l'amendement de la Suède (A/C.3/L.571). Elle est d'avis de supprimer au paragraphe 3 les mots "sans discrimination aucune pour des raisons de filiation ou autres", car elle estime que l'idée est déjà contenue dans le paragraphe 1.

10. La législation du Libéria reconnaît à la famille, à la mère et à l'enfant les droits prévus à l'article 10 du projet de pacte, si bien que l'adoption de ce texte ne soulèvera aucune difficulté pour la délégation libérienne. Au Libéria, les femmes ont droit à deux mois de congé avant l'accouchement et à deux mois de congé après, les frais étant supportés par l'Etat ou l'employeur, et le travail des enfants est strictement réglementé.

11. La délégation libérienne ne pourra pas appuyer l'amendement bulgare (A/C.3/L.572) qui, estime-t-elle, répète ce qui est dit au paragraphe 1. Elle s'abstiendra de présenter des observations au sujet des autres amendements pour ne pas ramener la Commission au point où cette dernière se trouvait avant la création du Groupe de travail. Elle votera en faveur des éléments du texte du Groupe de travail qui lui paraissent en harmonie avec le texte initial de l'article 10 (E/2573, annexe I, A), ou qui représentent une amélioration par rapport à celui-ci.

12. M. BRILLANTES (Philippines) croit qu'il y aurait lieu d'ajouter le mot "assistance" au paragraphe 2 si l'on ne veut pas donner l'impression que les mesures à prendre dans le cas des mères sont moins importantes que celles dont il est question aux paragraphes 1 et 3.

13. Au paragraphe 3, l'emploi du mot "mineurs" soulève certaines difficultés, car il y a des jeunes gens qui ont besoin d'assistance alors même qu'ils ne sont plus mineurs. M. Brillantes demande au représentant du Royaume-Uni s'il accepterait, dans son amendement (A/C.3/L.574, point 2), de dire "enfants et adolescents dans le besoin", ce qui, par la même occasion, répondrait aux préoccupations de la délégation bulgare. Il appuiera l'amendement suédois (A/C.3/L.571), mais s'abstiendra lors du vote sur le sous-amendement chilien (A/C.3/L.573). Il a eu précédemment l'occasion d'indiquer sa position à l'égard de l'amendement soviétique (A/C.3/L.577). Il s'abstiendra lors du vote sur l'amendement danois (A/C.3/L.576), car il estime que l'idée exprimée est déjà implicitement contenue dans l'article 9.

14. M. AYALA MERCADO (Bolivie) déclare que l'article 10 sous sa forme initiale (E/2573, annexe I, A) était parfaitement acceptable pour la délégation de la Bolivie, parce que conforme à la législation de ce pays. Il accueille toutefois avec faveur le texte du Groupe de travail (A/C.3/L.570, par. 4), plus harmonieux et plus clair.

15. Il appuie le paragraphe 1, sous réserve des modifications de forme indiquées par les délégations du Guatemala et du Pérou (736ème séance) et d'une modification de fond qui intéresse la deuxième phrase. Le principe énoncé au sujet du mariage ne lui paraît pas à sa place et il devra s'abstenir lors du vote sur cette phrase, à moins que l'on n'introduise l'idée de protec-

tion économique en disant que la famille a droit à la plus large protection économique. Il précise que, depuis 1945, la Constitution bolivienne reconnaît le mariage de droit et le mariage de fait, ce qui représente pour la femme et l'enfant une très grande conquête économique et sociale.

16. Pour ce qui est du paragraphe 2, il appuiera l'amendement de la Suède (A/C.3/L.571), ainsi que le sous-amendement chilien (A/C.3/L.573), qui tend à faire accorder aux mères une protection générale et une protection toute spéciale avant et après l'accouchement. L'amendement soviétique (A/C.3/L.577), qui reprend une proposition antérieure (A/C.3/L.559) dont le Groupe de travail a en partie tenu compte, est constructif; il s'agit d'une idée qui ne figurait pas dans le texte initial de l'article 10 (E/2573, annexe I, A), mais M. Ayala Mercado tient à souligner que les femmes ne sont pas toutes des salariées.

17. Quant au paragraphe 3, la délégation bolivienne est en faveur du mot "mineurs", plus précis que les mots "enfants et adolescents". Elle n'a pas été entièrement convaincue par les arguments du représentant du Royaume-Uni et pense qu'il vaudrait mieux conserver les mots "sans discrimination aucune", qui figuraient dans l'amendement du Chili et du Pérou (A/C.3/L.562). On pourrait par contre supprimer les mots "pour des raisons de filiation ou autres".

18. La délégation bolivienne approuve l'amendement bulgare (A/C.3/L.572), mais croit qu'il serait plus à sa place au paragraphe 3. Elle ne pourra voter en faveur des autres amendements. Elle appuie toutes les modifications de forme proposées par le Guatemala et le Pérou.

19. Mme SHIPLEY (Canada) précise que, si elle appuie en général le texte mis au point par le Groupe de travail (A/C.3/L.570, par. 4), elle n'approuve pas pour autant tous les éléments qu'il contient.

20. La délégation canadienne devra voter contre les mots "et assistance" et contre le membre de phrase "qui est l'élément naturel et fondamental de la société", qui figurent au paragraphe 1. Elle devra également voter contre les mots "pour sa création". Etant donné les difficultés que soulèvent pour certaines délégations les mots "de l'entretien et de l'éducation", elle accueille avec satisfaction l'amendement britannique (A/C.3/L.574), qu'elle appuiera. Elle votera contre la dernière phrase du paragraphe 1 pour les raisons qu'elle a déjà eu l'occasion d'exposer. Elle votera également contre l'amendement bulgare (A/C.3/L.572).

21. Pour ce qui est du paragraphe 2, elle votera contre la deuxième phrase; elle a déjà expliqué (733ème séance) pourquoi elle était hostile à cette phrase, de même qu'à l'ensemble de l'amendement soviétique (A/C.3/L.577).

22. Au paragraphe 3, le membre de phrase "sans discrimination aucune pour des raisons de filiation ou autres" paraît inutile, étant donné surtout les dispositions de l'article 2 du projet de pacte. Mme Shipley votera donc contre cette formule. Elle préférerait, dans la deuxième phrase, que l'on supprime les mots "économique et sociale". La discussion ayant fait ressortir que le sens du mot "mineurs" varie suivant les pays, la délégation canadienne pense qu'il serait préférable de revenir aux mots "enfants et adolescents" et appuiera donc l'amendement présenté à cet effet par le Royaume-Uni (A/C.3/L.574).

23. En votant de la sorte, la délégation canadienne aura conscience d'opter pour la concision et la clarté,

sans sacrifier aucun des principes que la Commission des droits de l'homme a voulu énoncer dans l'article 10.

24. M. MACCHIA (Italie) ne pourra pas voter pour la première partie de l'amendement du Royaume-Uni (A/C.3/L.574), qui omet le principe essentiel selon lequel la famille a le devoir d'assurer l'entretien et l'éducation des enfants à charge, le mot "éducation" étant pris dans un sens très large.

25. Mme LEIVO-LARSSON (Finlande) approuve l'idée dont s'inspire l'amendement de la Bulgarie (A/C.3/L.572). Elle considère qu'étant donné la diversité des mesures prises par les différents Etats en vue de protéger les enfants, il y aurait peut-être intérêt à modifier le texte comme suit :

"L'Etat se chargera de veiller à ce que soient assurés l'entretien et l'éducation des orphelins de père et de mère qui n'ont pas de ressources matérielles."

26. M. MARTINS DE CARVALHO (Portugal) votera en faveur des amendements de la Suède (A/C.3/L.571), du Royaume-Uni (A/C.3/L.574) et du Danemark (A/C.3/L.576). Il estime que l'amendement de la Roumanie (A/C.3/L.575) peut aider à résoudre les difficultés que soulève le travail domestique rural des garçons et des filles, ainsi que d'autres situations analogues. Bien que la disposition envisagée dans l'amendement de l'Union soviétique (A/C.3/L.577) ne soit nullement incompatible avec la législation portugaise, M. Martins de Carvalho tient à rappeler que la situation n'est pas la même dans tous les pays et que les systèmes de financement des congés de maternité payés varient également d'un pays à l'autre ; c'est pourquoi, dans la mesure où de tels systèmes ne sont pas en contradiction avec les principes des pactes, la délégation du Portugal s'abstiendra lors du vote sur cet amendement. La délégation du Portugal n'approuve pas l'amendement bulgare (A/C.3/L.572). Toutefois, l'idée qu'il contient gagnerait à être complétée par l'addition des mots : "... suffisantes, dans tous les cas où l'entretien et l'éducation de ces orphelins n'ont pu être assurés par les organisations locales ou privées".

27. M. BRATANOV (Bulgarie) ne s'opposera pas aux modifications que certaines délégations, notamment celle de la Finlande, proposent d'apporter à son amendement (A/C.3/L.572), si ces modifications rendent le texte plus précis tout en maintenant le principe qui y est énoncé. Répondant aux critiques dont cet amendement a fait l'objet, M. Bratanov souligne que, dans l'esprit de la délégation bulgare, l'Etat ne doit assurer l'entretien et l'éducation des orphelins que dans les cas où personne n'assume cette responsabilité à leur égard.

28. M. PAULUS (Inde) fait observer que la durée de la période pendant laquelle la famille a la responsabilité de l'entretien et de l'éducation des enfants à charge peut donner lieu à des controverses. Il appuiera donc l'amendement de la Suède (A/C.3/L.571) et le sous-amendement du Chili (A/C.3/L.573), qui en améliore le texte. Il s'abstiendra lors du vote sur l'amendement de la Bulgarie (A/C.3/L.572), car ce devrait être à des organisations bénéficiant de l'appui de l'Etat plutôt qu'à l'Etat lui-même de se charger des orphelins sans ressources. Il se prononce en faveur des amendements du Royaume-Uni (A/C.3/L.574) et de la Roumanie (A/C.3/L.575), mais juge inacceptable l'amendement du Danemark (A/C.3/L.576). Il votera contre l'amendement de l'Union soviétique (A/C.3/L.577), qui préconise un système de financement différent de celui qu'a adopté son pays. Dans l'Inde, les congés de maternité sont financés sur une base tripartite.

29. Mlle BRUUN (Danemark) déclare que, puisque l'idée du congé de maternité payé a été introduite dans le texte présenté par le Groupe de travail (A/C.3/L.570, par. 4), il convient non seulement de reconnaître ce droit, mais aussi de préciser la forme d'aide économique qui sera garantie aux femmes en couches. C'est la raison qui a incité la délégation du Danemark à présenter son amendement (A/C.3/L.576).

30. Mlle BERNARDINO (République Dominicaine) regrette qu'au paragraphe 1 du texte mis au point par le Groupe de travail (A/C.3/L.570, par. 4), on ait supprimé les mots "à droit" qui figuraient au paragraphe 3 du texte initial de l'article 10 (E/2573, annexe I, A). En effet, la protection accordée à la famille n'est pas une sorte de concession, comme pourrait l'impliquer le nouveau libellé, mais un droit inaliénable qui doit être reconnu à la famille en toutes circonstances.

31. Mlle Bernardino est opposée au sous-amendement du Chili (A/C.3/L.573), qui vise à prolonger indûment la période pendant laquelle la mère a droit à une protection, car cela risquerait de limiter les possibilités d'emploi de la femme. De plus, l'idée dont s'inspire l'amendement chilien est contraire au principe de l'égalité des droits entre hommes et femmes consacré dans la Charte des Nations Unies ; l'adoption de cette proposition ferait donc perdre aux femmes la plupart des conquêtes qu'elles ont réalisées depuis la création de l'Organisation des Nations Unies.

32. La première phrase du paragraphe 2 du texte élaboré par le Groupe de travail pourrait prêter à confusion ; l'amendement de la Suède (A/C.3/L.571) l'améliorerait, en le précisant. En mentionnant uniquement la protection due à la mère, on semble oublier le rôle du père qui est responsable, au même titre que la mère, de l'entretien et de l'éducation des enfants. En conséquence, la délégation de la République Dominicaine votera en faveur du libellé proposé par la Suède pour la première phrase du paragraphe 2. Pour ce qui est de la deuxième phrase de ce paragraphe, Mlle Bernardino pense, comme d'autres représentants, qu'il convient de remplacer, dans le texte espagnol, le mot *suelo* par le mot *remuneración*.

33. Bien que le paragraphe 3 ne lui paraisse pas entièrement satisfaisant, la représentante de la République Dominicaine votera en sa faveur pour faciliter l'adoption rapide de l'article 10. Elle appuiera également la deuxième partie de l'amendement du Royaume-Uni (A/C.3/L.574).

34. Mme AFNAN (Irak) demandera un vote distinct sur les mots "pour sa création et", qui figurent dans la première phrase du paragraphe 1 du texte élaboré par le Groupe de travail pour l'article 10 (A/C.3/L.570, par. 4). Elle votera contre le maintien de ces mots. En effet, du point de vue de l'intérêt de l'enfant, la formation de la famille n'est pas plus importante que le maintien de l'unité familiale ; il ne convient donc pas de mettre cette notion en relief dans un article qui vise avant tout la protection de l'enfance. En tout état de cause, la délégation de l'Irak estime que la Commission aurait eu intérêt à étudier d'abord un projet de pacte relatif aux droits de l'enfant.

35. Mme Afnan considère, comme le représentant du Royaume-Uni (736ème séance), que, dans le texte anglais, le mot *upbringing* serait préférable au mot *education*, parce qu'il a une portée plus large. Elle ne voit aucune raison d'introduire dans l'article l'idée de mariage et estime que le principe selon lequel le mariage doit être librement consenti par les futurs époux n'a pas sa place dans l'article 10.

36. La délégation de l'Irak appuiera l'amendement de la Suède (A/C.3/L.571), mais elle ne peut approuver le sous-amendement du Chili (A/C.3/L.573). Elle n'est pas opposée à l'amendement du Danemark (A/C.3/L.576). Elle est en faveur de l'amendement de l'Union soviétique (A/C.3/L.577), qui met l'accent sur la responsabilité directe de l'Etat en matière de protection sociale. A son avis, des progrès rapides ne peuvent être réalisés dans le domaine des droits de l'homme que grâce à l'intervention de l'Etat et à l'action des institutions démocratiques. Mme Afnan votera pour l'amendement de la Bulgarie (A/C.3/L.572) qui consacre également le principe de la responsabilité de l'Etat sans exclure la possibilité que l'Etat s'acquitte de cette obligation par l'intermédiaire de diverses organisations. Elle votera aussi pour l'amendement de la Roumanie (A/C.3/L.575). En incorporant à l'article 10 la disposition qu'il contient, on n'empiéterait nullement sur le domaine des conventions adoptées par l'Organisation internationale du Travail; le pacte se contente de reconnaître des droits généraux qui sont énoncés de façon détaillée dans les conventions en question.

37. M. MAHMOUD (Ceylan) préfère au texte élaboré par le Groupe de travail (A/C.3/L.570, par. 4) le libellé original de l'article 10 (E/2573, annexe I, A). Plusieurs des idées introduites dans le nouveau texte manquent de précision. Tel est, par exemple, le cas pour le membre de phrase "aussi longtemps qu'elle a la responsabilité de l'entretien et de l'éducation d'enfants à charge" et pour le terme "assistance". On ne sait pas s'il s'agit d'une assistance financière ni comment, dans l'affirmative, elle devra être fournie. On ignore également la durée de la période pendant laquelle la famille a droit à une protection et on peut se demander si la situation financière des Etats dont les ressources sont limitées permettra de faire face aux obligations envisagées. D'autre part, si la protection accordée à la femme s'étend sur une longue période, les employeurs hésiteront à faire appel à la main-d'œuvre féminine. Toutes ces considérations amènent la délégation de Ceylan à penser que les paragraphes 1 et 2 du texte dont la Commission est saisie sont loin d'être satisfaisants.

38. M. Mahmoud considère que le pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ne doit contenir que des dispositions de caractère général, se borner à énoncer des principes et laisser aux Etats le soin de choisir les modalités d'application qui leur conviennent.

39. La délégation de Ceylan n'hésitera pas à appuyer les amendements du Danemark (A/C.3/L.576), de la Roumanie (A/C.3/L.575), de la Suède (A/C.3/L.571) et du Royaume-Uni (A/C.3/L.574). Elle ne pourra pas voter en faveur des amendements de la Bulgarie (A/C.3/L.572) et de l'Union soviétique (A/C.3/L.577), qui dépassent la portée de l'article 10.

40. M. EUSTATHIADES (Grèce) remercie le président du Groupe de travail d'avoir retenu la proposition de l'Equateur et de la Grèce (A/C.3/L.563).

41. La délégation hellénique votera en faveur de l'amendement suédois (A/C.3/L.571) pour les raisons présentées par les représentants de la Suède et de l'Arabie Saoudite (735^{ème} séance).

42. L'idée contenue dans l'amendement de la Bulgarie (A/C.3/L.572) est à retenir et, si la délégation bulgare n'insistait pas pour conserver à cet amendement sa forme actuelle, on pourrait, au paragraphe 3, ajouter

après la fin de la première phrase: "et notamment en faveur des orphelins de père et de mère qui n'ont pas de ressources matérielles". Cela aurait l'avantage de mieux placer l'amendement et de ne pas établir, d'autre part, un système précis de protection, étant donné la diversité des systèmes adoptés en la matière dans les différents pays.

43. M. HOARE (Royaume-Uni) retire la première partie de son amendement (A/C.3/L.574). Il désire en effet tenir compte de l'observation selon laquelle la formule proposée pourrait susciter des doutes en ce qui concerne le droit des parents de choisir pour leurs enfants la forme d'éducation qui leur convient. D'autre part, le retrait de cet amendement permettra peut-être à la Commission de prendre plus facilement une décision sur l'ampleur que l'on entend donner à la première phrase du paragraphe 1.

44. Le représentant du Royaume-Uni ne peut accepter la suggestion du représentant des Philippines tendant à insérer l'expression "dans le besoin" après les mots "enfants et adolescents" dans l'amendement du Royaume-Uni (A/C.3/L.574) au paragraphe 3. Il considère qu'une précision de ce genre soulèverait des difficultés de forme.

45. M. Hoare demandera un vote séparé sur le mot "tous" ainsi que sur les mots "sans discrimination aucune pour des raisons de filiation ou autres", qui figurent au paragraphe 3 du texte du Groupe de travail (A/C.3/L.570, par. 4).

46. Le PRESIDENT invite la Commission à se prononcer, paragraphe par paragraphe, sur le texte que le Groupe de travail a proposé pour l'article 10 (A/C.3/L.570, par. 4) et sur les divers amendements présentés.

Paragraphe 1

47. Le PRESIDENT rappelle que le représentant de l'Afghanistan a demandé un vote distinct sur les mots "et assistance".

Par 32 voix contre 10, avec 20 abstentions, le maintien des mots "et assistance" est adopté.

48. M. PONCE (Equateur) demande que la Commission vote séparément sur les deux membres de phrase suivants: "qui est l'élément naturel et fondamental de la société" et "en particulier pour sa création et aussi longtemps qu'elle a la responsabilité de l'entretien et de l'éducation d'enfants à charge".

49. Mme AFNAN (Irak) demande un vote distinct sur les mots "pour sa création et".

Par 50 voix contre 5, avec 8 abstentions, le maintien des mots "qui est l'élément naturel et fondamental de la société" est adopté.

Par 34 voix contre 13, avec 17 abstentions, le maintien des mots "pour sa création et" est adopté.

Par 46 voix contre 5, avec 12 abstentions, le maintien du membre de phrase "aussi longtemps qu'elle a la responsabilité de l'entretien et de l'éducation d'enfants à charge" est adopté.

50. Le PRESIDENT annonce que, conformément à la demande formulée antérieurement par le Pakistan, il met aux voix séparément la deuxième phrase du paragraphe 1.

Par 24 voix contre 23, avec 18 abstentions, le maintien de la deuxième phrase du paragraphe 1 est adopté.

51. Après un bref échange de vues auquel prennent part M. BRATANOV (Bulgarie), M. BRENA (Uruguay), M. PAZHAWAK (Afghanistan) et M. EUSTATHIADES (Grèce), le PRESIDENT met aux

voix l'amendement de la Bulgarie (A/C.3/L.572) sous sa forme originale.

Par 32 voix contre 13, avec 18 abstentions, l'amendement de la République populaire de Bulgarie est rejeté.

Par 53 voix contre une, avec 11 abstentions, le paragraphe 1 est adopté.

Paragraphe 2

52. Le PRESIDENT se propose de mettre aux voix en deux parties le texte de l'amendement suédois (A/C.3/L.571) au paragraphe 2. La Commission pourra se prononcer d'abord sur la suppression des mots "tant qu'elles ont la responsabilité de l'entretien et de l'éducation d'enfants à charge, et" puis sur la suppression des mots "en particulier". En procédant ainsi, elle prendra position quant au sous-amendement chilien (A/C.3/L.573) sans avoir à voter sur ce texte.

Par 51 voix contre 8, avec 6 abstentions, la suppression des mots "tant qu'elles ont la responsabilité de l'entretien et de l'éducation d'enfants à charge, et" est adoptée.

53. Mlle BERNARDINO (République Dominicaine) demande que la Commission se prononce par appel nominal sur la suppression des mots "en particulier".

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par l'Afghanistan, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Afghanistan, Canada, Colombie, Costa Rica, Cuba, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Ethiopie, Finlande, France, Guatemala, Honduras, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Israël, Italie, Japon, Libéria, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pakistan, Philippines, Arabie Saoudite, Espagne, Suède, Syrie, Thaïlande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

Votent contre: Albanie, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chili, Chine, Tchécoslovaquie, Pérou, Pologne, Roumanie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie.

S'abstiennent: Bulgarie, Birmanie, Cambodge, Ceylan, Salvador, Grèce, Inde, Luxembourg, Maroc, Portugal, Soudan, Yémen.

Par 34 voix contre 19, avec 12 abstentions, la suppression des mots "en particulier" est adoptée.

54. Le PRESIDENT rappelle qu'un vote distinct a été demandé sur la deuxième phrase du paragraphe 2.

Par 42 voix contre 10, avec 12 abstentions, le maintien de la deuxième phrase du paragraphe 2 est adopté.

55. Le PRESIDENT met aux voix l'amendement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (A/C.3/L.577).

Par 37 voix contre 10, avec 14 abstentions, l'amendement de l'URSS est rejeté.

56. Le PRESIDENT met aux voix l'amendement du Danemark (A/C.3/L.576).

Par 28 voix contre 12, avec 22 abstentions, l'amendement du Danemark est adopté.

Par 55 voix contre zéro, avec 9 abstentions, le texte du paragraphe 2, modifié conformément aux amendements adoptés, est adopté.

Paragraphe 3

57. Le PRESIDENT rappelle que le représentant de l'Afghanistan a demandé un vote séparé sur les mots "et assistance".

Par 35 voix contre 7, avec 20 abstentions, le maintien des mots "et assistance" est adopté.

58. M. HOARE (Royaume-Uni) désirerait qu'il soit procédé à un vote distinct sur le mot "tous".

Par 35 voix contre 14, avec 15 abstentions, le maintien du mot "tous" est adopté.

59. Le PRESIDENT met aux voix l'amendement du Royaume-Uni (A/C.3/L.574) tendant à remplacer le mot "mineurs" par les mots "enfants et adolescents".

Par 43 voix contre 7, avec 12 abstentions, l'amendement du Royaume-Uni relatif au paragraphe 3 est adopté.

60. M. HOARE (Royaume-Uni) demande qu'il soit procédé à un vote distinct sur l'expression "sans discrimination aucune pour des raisons de filiation ou autres".

61. Mme SHOHAM-SHARON (Israël) souhaiterait que la Commission vote séparément sur les mots "sans discrimination aucune".

Par 47 voix contre 7, avec 10 abstentions, le maintien des mots "sans discrimination aucune" est adopté.

Par 36 voix contre 17, avec 10 abstentions, le maintien des mots "pour des raisons de filiation ou autres" est adopté.

62. M. HAMILTON (Australie) voudrait que la deuxième phrase du paragraphe 3 soit mise aux voix séparément.

63. M. HOARE (Royaume-Uni) demande un vote distinct sur les mots "et sociale".

Par 53 voix contre 5, avec 8 abstentions, le maintien du membre de phrase "les enfants et adolescents doivent être protégés contre l'exploitation économique" est adopté.

Par 32 voix contre 13, avec 19 abstentions, le maintien des mots "et sociale" est adopté.

64. Le PRESIDENT invite la Commission à se prononcer sur l'amendement de la Roumanie (A/C.3/L.575).

Par 25 voix contre 22, avec 17 abstentions, l'amendement de la Roumanie est adopté.

Par 48 voix contre une, avec 15 abstentions, le texte du paragraphe 3, modifié conformément aux amendements adoptés, est adopté.

65. Le PRESIDENT met aux voix l'ensemble de l'article 10, modifié conformément aux amendements adoptés.

Par 49 voix contre zéro, avec 15 abstentions, l'ensemble de l'article 10, ainsi modifié, est adopté.

66. M. MUFTI (Syrie) estime que l'on aurait intérêt à modifier le titre de l'article 10 (A/2929, chap. VIII). Le nouvel intitulé pourrait être "Droits relatifs à la famille, au mariage, à la maternité et à l'enfance".

67. Il demande que l'on maintienne l'expression "présent Pacte" au début du texte de l'article.

La séance est levée à 18 h. 20.